

Construction d'infrastructures routières pour le développement

Les pays de la zone UEMOA optent pour une ouverture dans la compétence **P.4**

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
N°418 du 27 Octobre 2014
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

La décentralisation bientôt une réalité au Togo



Le ministre Gilbert Bawara

Le gouvernement s'engage à organiser les élections locales **P.4**

Présidentielle 2015

Fabre s'impose comme candidat unique



Jean-Pierre Fabre, candidat de l'ANC pour la présidentielle de 2015

L'ANC perd petit à petit ses alliés

La présidentielle de 2015 fait sa route avec assurance. La pagaille semée au sein de l'opposition où personne ne veut entendre raison a planté le décor de la victoire du futur candidat UNIR. Cette victoire de la majorité qui profile à l'horizon, n'est ignorée de personne. L'opposition dans son ensemble sait que tel qu'elle ménage, elle n'aura pas grand-chose. Fabre qui veut à tout prix s'imposer comme candidat unique à tous est conscient de cette évidence.

P.5

Extension du réseau électrique au Togo

Le Dr Gnadé Djétéli en visite de terrain à Adéta, Sotouboua, Niamtougou et Djarkpanga



La délégation de la CEET (au milieu, le DG)... ...en visite sur le terrain

P.3

Construction de poste de douane juxtaposée dans la zone CEDEAO

Après le poste de Noépé, GER de nouveau sollicité pour épater à Sémé



Léquessim Massamaessoh, DG GER, l'entreprise qui a construit le poste juxtaposé de Noépé



P.5

Pour accroître son trafic

Le Togo dote son port d'un troisième quai **P5**



Coupure de ruban inaugural



COMMUNIQUE

"Double opportunité de rencontres d'affaires avec les séances de B to B"

En marge des activités de la 12ème foire internationale de Lomé, le Centre Togolais des Expositions

et Foires de Lomé vous offre une double opportunité de rencontres d'affaires avec les séances de B to B il s'agit des:

- Séances de rencontres entre les acteurs du secteur des Energies Renouvelables prévues le 28 novembre 2014 de 10h à 14 heures;
- Séances de rencontres entre les acteurs de tous les secteurs d'activités fixées au 02 décembre 2014 également de 10h à 14 heures.

NB: Tous opérateurs économiques, exposants ou non à la foire peuvent y participer. Pour toutes informations complémentaires contactez nous à l'adresse suivante :

Mme. GOMINA Linda

Tel : 98 43 00 59/91 08 97 42/22 34 11 83

Email : linda@petef.tg/ceteflome@petef.tg

Attention le nombre de places est limité, inscrivez-vous vite.

Quand les petits calculs partisans l'emportent sur la conviction

Fabre tourne le dos aux réformes pour être le "candidat unique" de l'opposition en 2015



Jean-Pierre Fabre, "candidat nature" de l'opposition

A l'approche de la présidentielle de 2015, en perspective, les discours changent par rapport à l'intérêt de chacun des acteurs politiques. Après s'être déclaré "candidat naturel" de l'opposition, Jean-Pierre Fabre use de tous les moyens pour que ce rêve soit une réalité. Tout se fait déjà pour imposer sa candidature aux autres au conclave de "Novela Star". Pendant longtemps, le leader du parti orange et ses lieutenants n'ont cessé de fredonner le refrain des réformes. Subitement, à quelques pas du scrutin présidentiel, on ne les sent plus sur ce terrain. Le statu quo profite à l'ANC, du moins pour l'instant T. Puisque, si les réformes institutionnelles et constitutionnelles venaient à être actées avec le scrutin à deux tours, la question de la candidature unique de l'opposition se résolvait d'elle-même et tout se jouerait donc au deuxième tour. De facto, le candidat naturel de l'opposition n'aura plus sa place.

Depuis quelques temps, la question pendante à laquelle s'attellent la classe politique et le monde religieux est celle relative aux réformes politiques. Exécuter

les réformes avant la présidentielle, le pouvoir marque sa volonté à moins de mettre un embargo sur le terme "effet immédiat"; c'est-à-dire que les réformes seront opérées à condition que le chef de l'Etat sortant se présente en toute légalité en 2015. Ce qui d'ailleurs est soutenu par des juristes chevronnés qui, à travers des arguments fondés, expliquent la non rétroactivité de la loi.

Du côté de certains acteurs de

l'opposition, le rejet des réformes politiques semble une menace grave pour la survie de la nation. Mais ce point de vue n'est vérifié que pour une partie des contradicteurs du pouvoir. Puisque certains par rapport à leurs intérêts partisans, préfèrent le surplace; c'est le cas des responsables de l'ANC.

D'abord, pour une bonne frange de l'opinion: "l'ANC, à n'en point douter, ne dispose pas de

politique efficace et de vision claire pour gagner une élection et assurer la continuité de la nation dans la paix". De sources proches du parti orange, Jean-Pierre Fabre souhaiterait le statu quo sans les réformes car la situation actuelle forcerait l'opposition à aller vers la candidature unique qui lui permettrait d'assurer avec légalité et légitimité le privilège d'une position hégémonique aussi juteuse que stratégique.

S'inscrivant dans ce schéma, les réformes politiques constituent de véritables obstacles pour le prétendu puisque les élections à deux tours ouvrent la voie à des candidatures multiples et diversifiées. Et ceci sans s'attirer la foudre de la population car les règles démocratiques étant en place, nul n'a dérobé aux principes de convergence des énergies souhaitées. Ceux qui soutiennent mordicus que les réformes sont obligatoires avant la présidentielle sont les actuels "ennemis" de l'ANC qu'il faut abattre à tout prix.

D'aucuns se posent la question de savoir: à quoi servirait une candidature unique dans les conditions actuelles du processus

électoral? Cette question ne préoccupe plus Fabre et ses sbires qui trouvent plutôt leurs intérêts dans la situation actuelle. L'avantage est que le candidat unique de l'opposition, même battu, jouira d'un privilège à nul autre pareil aussi bien au plan national qu'international. Mais il est à remarquer que la dynamique unitaire dont on parle ne peut pas être une solution à moins qu'elle soit enclenchée depuis belle lurette. Or, on est à quelques encablures de la présidentielle sans un programme commun, sans une vision commune.

Autrement, cette dynamique unitaire n'est même pas encore une réalité puisque le conclave pour sortir quelque chose de similaire tend à se scléroser quand la lutte n'est pas mue de conviction à ces piètres résultats qu'on arrive.

Jean-Pierre Fabre a tourné le dos aux réformes pour être le candidat unique de l'opposition. Les intérêts égoïstes l'emportent une fois encore sur la conviction, ceci au grand désavantage des militants et sympathisants qu'on trompe à volonté.

GATOBOUNA

Extension du réseau électrique au Togo

Le Dr Gnadé Djétéli en visite de terrain à Adéta, Sotouboua, Niamtougou et Djarkpanga

La politique d'extension du réseau électrique engagée par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé se poursuit avec assurance dans presque tous les secteurs de notre pays. Plusieurs villages et cantons ont bénéficié de cette noble vision et beaucoup d'autres sont en voie de connaître les avantages y afférents.

Dans la rigueur qu'il attache au travail bien fait, le Dr Gnadé Djétéli, Directeur Général de la CEET, ne veut pas juger de loin, les travaux qui s'abattent sur les nombreux chantiers ouverts. Il a retenu les journées du 17 et 18 octobre dernier pour visiter ces chantiers afin de constater de visu, l'état d'avancement des travaux. Le Dr Djétéli pour cette sortie n'était pas allé tout seul. C'est accompagné d'une équipe de techniciens de sa boîte que le Dr Djétéli Gnadé, s'est rendu à Adéta, Sotouboua et Niamtougou, localités dans lesquelles de nouveaux locaux ont été construits pour accueillir les étudiants retenus pour la formation d'instituteurs dont la rentrée est prévue pour le 27 octobre 2014.

A part le site de Sotouboua



Le DG de la CEET, Gnadé Djétéli, visitant la Centrale isolée à Djarkpanga

dont les travaux sont presque à termes les autres sites connaissent un état d'avancement des travaux évalué à environ 80%.

A Adéta, l'entreprise PSE, chargée des travaux, promet la finition d'ici vendredi qui précède la date de la rentrée. D'une façon générale, les travaux sur les 3 sites devraient être terminés 3 jours avant la date du 27 octobre, à en croire le directeur région Nord de la CEET, M. OURO Yondou.

Dr Djétéli Gnanadi qui s'y connaît dans le domaine de l'électricité a pour sa part, marqué sa satisfaction pour le travail abattu qui garantit une rentrée réussie dans les 3 centres: "Je

peux me réjouir aujourd'hui de ce qui est fait. Vous savez, le chef de l'Etat accorde une attention particulière dans la formation des formateurs. Et l'éducation des élèves, relève de demain, est une priorité pour lui. Raison pour laquelle, il est important que nous mettions tout en œuvre pour respecter les instructions qu'il nous a donné concernant la mise en place de ces infrastructures qui relèvent en fait de notre service", a précisé Djétéli Gnadé.

Les trois transformateurs d'après Ouro Yondou devraient supporter une capacité de 50 KVA chacun et devraient permettre d'éclairer également les environs



Le DG de la CEET, Gnadé Djétéli, visitant la Centrale isolée à Djarkpanga

des ENI.

La tournée s'est élargie à Djarkpagan, chef-lieu de la sous-préfecture de la plaine de Mô, environ quelques centaines km de Sokodé, une zone qui vient d'être dotée d'une centrale isolée de 105 KVA en vue de l'éclairage public.

"La réalisation de ce projet traduit dans les faits, une promesse du Chef de l'Etat, qui, lors d'un de ses passages dans la localité a fait savoir aux populations qu'il allait leur permettre d'avoir de l'électricité", a laissé entendre Djétéli Gnadé.

Environ 3 mois ont permis de finir les travaux d'installation de la centrale de Djarkpagan,

laquelle centrale pour le moment, est mis en marche de 18h à 23h avec une consommation de 25 litres de gaz oil par jour. Le chef de canton de la localité Ouro-Bawinay Soulémane très heureux a dit son remerciement au Chef de l'Etat au nom de sa population.

Depuis l'installation de la centrale, plus d'une soixantaine de demande de branchement ont été déposées. Le DG de la CEET, a promis au chef canton qu'une séance de travail devrait se tenir dans les meilleurs délais entre les agents de son service et les demandeurs afin que ces derniers puissent être satisfaits.

La Rédaction

La décentralisation bientôt une réalité au Togo

Le gouvernement s'engage à organiser les élections locales

Les élections locales constituent un passage obligé pour le développement des communautés à la base. A la place des nommés, ils seront désormais des élus qui tirent leur légitimité au sein des populations auxquelles ils doivent rendre compte au moment opportun. Le gouvernement s'engage donc à organiser les locales dans les meilleurs délais. Un comité technique vient d'être mis sur pied pour évaluer les enjeux de ce scrutin local et devra rendre ses travaux dans six mois.

Souvent pour le financement de certains projets, les délégations spéciales n'inspirent pas confiance aux yeux des bailleurs de fonds et l'élection des élus locaux vient à point nommé pour réinstaurer cette confiance. L'autre avantage, ces maires et conseillers préfectoraux



Gilbert Bawara, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et ...

pourront tisser des partenariats au plan international pour le financement de petits projets communautaires sans grande difficulté puis-

qu'ils auront désormais la latitude et la pleine légitimité d'agir.

Avec ce scrutin, la démocratie va profondément s'enraciner dans tou-

tes les contrées du pays puisqu'il garantit la gestion autonome des communautés, mais ceci dans le respect des textes et lois de la République.

Sur le plan des ressources financières, avec les locales régulièrement organisées, les dirigeants locaux agissent plus ou moins dans la transparence puisque les populations sont appelées à les sanctionner au moment opportun.

Mieux vaut tard que jamais et ceux qui trouvent derrière cette sortie du ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Gilbert Bawara, par rapport à ces élections, des intentions déguisées, feraient mieux de chercher à connaître les bienfaits de la décentralisation avant tout jugement.

Les locales ont été exigées par les partenaires de notre pays et même plusieurs partis de l'opposition. La nouvelle est plutôt à accueillir avec ferveur plutôt que de chercher à y jeter du discrédit. Même si elle a été annoncée à la veille d'une élection capitale, le ministre a bien clarifié que les préparatifs de ces locales n'ont aucun lien avec ceux du scrutin présidentiel. Et donc, en faire un sujet à polémique, c'est se verser dans la surenchère.

Vivement que ces élections locales puissent avoir lieu dans les meilleurs délais comme annoncé par le gouvernement pour l'effectivité de la décentralisation dans notre pays avec tous ces avantages.

A. GATOBOUNA

Construction d'infrastructures routières pour le développement

Les pays de la zone UEMOA optent pour une ouverture dans la compétence

Le continent africain est désormais en plein décollage. Beaucoup de pays connaissent ces dernières années un essor en matière d'infrastructure routière, signe de la détermination de la plupart des dirigeants, décidés et convaincus qu'il ne peut avoir de développement sans construction des routes modernes.

Par le passé, la plupart de ces pays manquaient de compétences en matière de BTP. Mais aujourd'hui elles sont plusieurs entreprises africaines à n'avoir rien à envier à celles expatriées de l'occident. Cet essor des entreprises africaines couvre tout le continent aussi bien que dans la zone ouest africaine et surtout dans l'espace UEMOA.

L'espace UEMOA est désormais ouvert à tous les hommes d'affaires sans exception aucune. Il n'exclut pas les entreprises de travaux publics non plus. Il est plus que clair pour tous les dirigeants aujourd'hui que c'est par la construction des routes que les pays connaîtront réellement le développement. Pour bien réussir ce domaine clé, il faut s'ouvrir à toutes les compétences. C'est pourquoi dans la zone UEMOA et ceci depuis quelques années déjà, les grands travaux ne sont plus forcément une réserve de certaines entreprises qu'elles soient nationales ou internationales. La grande exigence reste la compétence et en cela, bon nombre d'entreprises locales font le nécessaire sur place, forçant d'ailleurs admiration chez les passants.

L'imposition du système des marchés publics aujourd'hui en vigueur dans tous les pays de cette zone est une vision qui permet de donner des chances égales à tous en cas de marché. C'est dire qu'aucun marché n'est confié au hasard. Des critères importants contenus dans les Dossiers d'Appels d'Offres, déterminent le choix des candidats. Les marchés sont confiés aux postulants techniquement et financièrement bons. Il n'est pas obligatoire de confier forcément des travaux aux entreprises tout simplement, parce que ceux-ci seront exécutés sur leur territoire.

Le système du coup exige de la part de ceux qui se sont engagés dans le secteur, beaucoup plus du sérieux et d'équipement. C'est ainsi que des entreprises togolaises peuvent se retrouver dans n'importe quel coin de la zone UEMOA pour avoir postulé et gagné des marchés. Elles sont nombreuses ces entreprises qui font parler d'elles et on peut citer entre autre, GER, CECO, MIDNIGHT SUN, EBOMAF, ENTP, CENTRO, ECOB, ECOSAB, ADEOTI ...

Au Togo, en Côte d'Ivoire au Bénin comme en Guinée Conakry, on retrouve aujourd'hui des entreprises togolaises, burkinabés, béninoises et parfois européennes, qui abattent d'admirables travaux.

Le Togo qui sous l'ère Faure s'est lancé dans une politique de grands travaux se retrouve sur plusieurs chantiers avec les griffes de CENTRO, GER, CECO BTP, MIDNIGHT SUN, ENCOTRA (BTP



nationaux) en plus de SOGEA SATOM, ADEOTI, CGE et EBOMAF qui sont des entreprises étrangères. Avec l'appui d'autres jeunes structures nationales, un important travail de qualité qui prend en compte les normes standards dans le domaine s'exécute sur presque toutes les grandes lignes routières du pays. Lomé, la Capitale est complètement modelée et tout se vit positivement.

Le gros problème aujourd'hui, c'est la difficulté né du système des marchés qui fait que les petites entreprises qui n'ont pas du matos soient obligées de courir derrière les sous-traitances. En cela, les entreprises surtout étrangères qui ont gagné des marchés veulent à ce que celles-ci aient aussi quelque chose. Autant que les entreprises togolaises qui opèrent à l'étranger s'obligent à consommer une bonne partie de la main d'œuvre locale, celles installées au Togo, veulent également à cet aspect. C'est par exemple le cas d'EBOMAF qui au Bénin, en Guinée Conakry comme

au Togo s'efforce à utiliser une grande partie de la main d'œuvre nationale. L'important aujourd'hui c'est de reconnaître que les travaux s'exécutent très bien partout où ces entreprises opèrent à la grande satisfaction des populations.

Pour toute œuvre humaine, on peut relever des insuffisances. Mais que celles-ci ne prennent le dessus à l'essentiel qui doit rester l'intérêt général. Elles ne doivent pas non plus être objectes de discrimination, ni de chantage. L'idéal vers lequel les dirigeants de la zone UEMOA veulent lancer leur pays, c'est de créer une véritable symbiose entre tous les peuples et de faire de notre espace, un domaine où les hommes et les femmes se sentent unis et concernés.

C'est en fait de créer une zone libre où l'entrepreneur togolais qui exécute des marchés qu'il a gagnés au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Burkina, au Niger, en Guinée Bissau ou partout ailleurs ne doit

pas être assujéti aux critiques des jaloux aigris nationaux qui ont perdu les marchés.

Les gouvernants veillent au peigne fin à ce qu'aucune entreprise n'abuse dans les vices malheureusement connus dans les marchés publics.

Au Togo, Faure Gnassingbé s'est déjà montré très vigilant et le ministre des Travaux publics en suivant ses traces ne fait pas de clans. Aussi bien face aux entreprises nationales qu'étrangères, Gnofame ne ferme pas

Suite à la page 6

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, P'Avée prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao Ben Ali
Agbékponou Junior Ramzad
Maroine Tchagnao Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

Construction de poste de douane juxtaposée dans la zone CEDEAO

Après le poste de Noépé, GER de nouveau sollicité pour fasciner à Sémé

Les pays de la CEDEAO veulent donner plus de facilité aux commerçants et aux transporteurs qui opèrent dans leur zone. En effet au niveau de bon nombre des frontières il est constaté des difficultés importantes à cause des formalités qui occasionnent d'importantes pertes de temps ainsi que beaucoup de trafics qui échappent au contrôle des douaniers et autres agents de sécurité.

Il y a donc nécessité de créer une harmonie pour rendre les opérations et les transactions plus rapides. Un projet de construction de postes juxtaposés aux frontières importantes est conçu et mis sur pieds par l'ensemble des pays membres.

Au nombre de 5, on les compte à Malanville frontière entre le Niger et le Bénin, à Cinkassé frontière entre le Togo et le Burkina Faso, à Noépé entre le Togo et le Ghana, à Sémé à la frontière Nigéria Bénin puis à la frontière Côte d'Ivoire Ghana. De ces postes, le 1er du genre à être construit et livré est le celui gagné par l'entreprise togolaise GER de Monsieur LEQUESSIM Massamaessoh dont les prestations ne sont plus à démontrer en matière de grands travaux.

C'était le 10 mars dernier que



Léquessim Massamaessoh, Dg de GER



Le poste de douane juxtaposé de Noépé, construit par l'entreprise GER

GER livrait provisoirement le site de Noépé, 35 kilomètres environ au nord ouest de Lomé devant les ministres des travaux publics ghanéen, Adjéi Mensah, togolais Nisao Gnofam et le président de la commission de la CEDEAO KADRE DESIRE OUEDRAOGO.

Les travaux qui ont démarré depuis septembre 2011 ont été bouclés presque 03 ans après avec de grandes performances qui ont épaté les patrons de l'institution internationale. Ceux-ci n'ont pas hésité à encourager GER qu'ils ont félicité publiquement.

Depuis Noépé, le président de la commission annonçait que la CEDEAO prendra ce site pour référence. Il ne se faisait pas de

doute que l'entreprise togolaise GER qui a marqué sa griffe et son expertise dans la réussite de ce joyau pourra être appelée pour des œuvres analogues.

Aujourd'hui, les faits et gestes donnent raison à ceux qui croyaient en cette thèse. GER qui fait partie des entreprises qui font la fierté des togolais a été de nouveau sollicité pour la réalisation du poste de Sémé. Des indiscretions font état de ce que le même poste avait été confié à une entreprise occidentale qui incapable, abandonna le chantier. L'appel ainsi lancé à GER est un honneur pour le Togo et on ne doute pas que l'équipe à LEQUESSIM saura réitérer l'ex-

ploit.

Le Togo reste et demeure un pays où le sérieux rime toujours avec l'efficacité dans tous les secteurs d'activités et les autorités béninoises et nigériennes, présentes à la cérémonie de lancement des travaux de Sémé, ainsi que Monsieur Désiré Kadre Ouedraogo ont été unanimes là-dessus. A quelques différences près de celui de Noépé, le poste de Sémé sera doté de bureaux d'administration douanière, commerciale, d'un bloc sanitaire, d'une passerelle piétons, d'un parc animal, d'un dispositif anti-explosion et des services de contrôle.

Outre tout cela, le poste sera doté de bâtiment des sapeurs

pompier, d'équipements d'hygiène, de plusieurs parcs auto et de grands hangars. Il sera prévu un réservoir d'eau pour sapeurs pompier en cas d'incendies.

Les présidents Béninois Yayi Boni et Nigérian Godluck Jonathan ont rehaussé l'éclat de la cérémonie par leur présence, signe de leur reconnaissance et détermination pour davantage rendre réel, les rêves des grands géniteurs de la CEDEAO.

Il faut rappeler que GER n'est pas que dans le bâtiment, c'est plutôt une des patronne dans les ponts et chaussés qui fait parler d'elle un peu partout dans la sous-région.

Tchagnao

Présidentielle 2015

Fabre s'impose comme candidat unique L'ANC perd petit à petit ses alliés

La présidentielle de 2015 fait sa route avec assurance. La pagaille semée au sein de l'opposition où personne ne veut entendre raison a planté le décor de la victoire du futur candidat UNIR. Cette victoire de la majorité qui profile à l'horizon, n'est ignorée de personne. L'opposition dans son ensemble sait que tel qu'elle ménage, elle n'aura pas grand-chose. Fabre qui veut à tout prix s'imposer comme candidat unique à tous est conscient de cette évidence.

Depuis quelques semaines, le chef de file de l'opposition est acculé par ses alliés qui lui demandent des explications sur les fortes raisons qui l'amènent à vouloir être le candidat de l'opposition plutôt qu'un autre.

Aux dernières nouvelles, l'ADDI vient de lui claquer la porte, convaincu que l'homme est



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC



Aimé Gogué, Pdt ADDI

un égoïste fin qui ne pense qu'à lui. La vision de Fabre reste et demeure celle qui ne voit rien pour les autres que si ce n'est soi. Les jours à venir s'annoncent beaucoup plus amères pour J.P et son parti qui n'ont que les critiques acerbes et le radicalisme absolu pour programme de campagne.

De sources bien proches de ce parti, les quelques rares leaders qui s'accrochent à Fabre savent faire leurs calculs. Ils attendent la période post électorale pour s'affirmer. Pour eux, Fabre étant

le numéro 2 aujourd'hui, il faut le suivre pour bénéficier du partage du gâteau après la victoire de la majorité qui probablement tendra la main ou initiera un gouverne-

ment d'union nationale qu'ils n'entendent pas rater. Un refus total de ce projet de la part de Fabre, occasionnerait d'autres départs.

Au demeurant, la conscience est aujourd'hui collective chez tous les leaders de l'opposition qu'avec l'allure de leur chef de file, tout est perdu et le retard pour se rattraper est déjà irrécupérable, même si tous clament haut une popularité qui n'existe nulle part.

Tchagnao

Ministère de la planification

Les journées portes ouvertes démarrent ce matin

Pour communiquer davantage sur ses missions, attributions et jeter les bases d'un nouveau système de planification au Togo, le ministère de la planification organise des journées portes ouvertes qui s'ouvrent ce matin dans l'enceinte du CASEF. A travers ces deux jours, le Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MPDAT) fera découvrir au public les différentes structures de son département et ses diverses activités.

Engagé dans une étape importante du chantier de reconstruction du Système National de Planification (SNP), un Forum National sur la Planification (FNP) se tiendra aussi les 28 et 30 octobre 2014 à l'hôtel Sarakawa. Forum qui verra la participation de la commission de l'UEMOA et qui permettra de réfléchir sur la manière de transposer cette innovation dans le cadre programmatique du SNP.

C'est une occasion qui offrira à



Le ministre Djossou, de la Planification

tous les acteurs nationaux actuels et passés (de l'administration publique, du secteur privé et aussi de la société civile), l'occasion de se retrouver une fois encore pour échanger sur les bonnes pratiques qui seront prises en compte dans la reconstruction du SNP. Pour le ministre SEMONDJI c'est une opportunité qui consiste non seulement à positionner la prospective dans le SNP mais aussi à partager avec les acteurs de ce processus, les résultats des réflexions en cours ainsi que les perspectives.

Agbe

Administration publique :

Validation de l'avant-projet de loi fixant les règles d'éthiques et de déontologie

Pendant longtemps l'administration publique a été considérée comme une administration exemplaire ceci à cause de ses valeurs qu'elle défendait et respectait. Le constat fait aujourd'hui est qu'au niveau de cette administration, il n'existe pas un véritable code d'éthique et de déontologie. Pour combler ce vide et renforcer le corps juridique de la fonction publique, un atelier de validation de l'avant-projet de loi fixant les règles d'éthique et de déontologie

et aussi les obligations de l'administration et des services publics a été organisé le 21 octobre dernier au relais de la caisse.

Jadis le fonctionnaire Togolais incarnait toute la noblesse de la fonction publique qu'il exerçait du fait de son intégrité, sa probité et son sens du travail bien fait. Malheureusement suite à la crise sociopolitique et économique des années 90, l'appareil administratif de l'Etat a été considérable-

ment affaibli laissant ainsi place au laxisme et à des comportements de tout genre dans l'administration publique. Comportement qui ne peuvent se justifier à la lumière des valeurs partagées, et qui nécessitent d'être encadré pour donner une image d'antan à l'administration Togolaise.

C'est ainsi que cet avant projet de loi marque une foi encore cette ferme volonté du gouvernement de réguler des comportements comme la corruption, le laxisme, le

clientélisme, le favoritisme et le népotisme afin d'améliorer la qualité de service rendu. La responsabilité, l'obligation de rendre compte, le loyalisme envers les institutions de la république, la transparence, l'intégrité, la probité et l'impartialité sont de nouvelles valeurs dont se propose se avant-projet de loi.

Désormais ce seront des valeurs qui permettront à l'agent public d'avoir le sentiment d'appartenir à une entité bien organisée qu'est

l'Etat et de donner sens à ses décisions et à ses actions dans le cadre de ses fonctions.

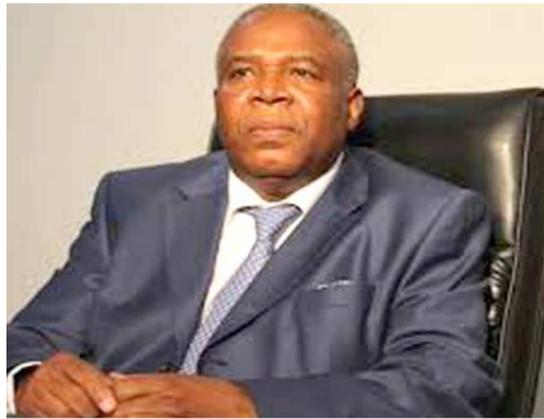
Pour cet avant-projet de loi, le ministre de la fonction publique a souhaité que dès son adoption, qu'elle puisse être appliqué à tous les agents sans exception, qu'elles que soient leurs fonctions, et leurs hiérarchies dans l'administration, sans préjudice des autres codes de déontologie et d'éthiques.

Junior

Prévention des catastrophes naturelles

Les personnes âgées au centre des préoccupations du gouvernement

Convaincue de l'urgence et de la nécessité de développer la résilience de toute l'humanité face à la recrudescence du phénomène des catastrophes naturelles et son caractère destructeur qui compromet dangereusement le développement des pays, l'assemblée générale des Nations Unies a décidé de consacrer le 13 octobre de chaque année à la célébration de la journée internationale de la prévention des catastrophes.



Le ministre André Johnson, de l'Environnement...

Pour cette année, l'accent a été mis sur la résilience des personnes âgées ceci à travers le thème " les personnes âgées face aux catastrophes, leurs besoins, leurs contributions à la compréhension et à la réduction des risques de leurs communautés ". Au Togo, la journée a été marquée par une grande rencontre qui a regroupé tous les acteurs concernés.

Aujourd'hui les populations vieillissent plus rapidement dans les pays en développement qui hébergent actuellement 60% des personnes âgées. Le changement climatique mondial et ses nombreux impacts sur la vie des populations constituent un défi majeur pour les pays en développement. Les effets pervers des aléas hydrométéorologiques extrêmes

notamment les sécheresses aiguës, les inondations à grande échelle, les vents violents, les fortes chaleurs, les hautes marées, montrent bien combien il est important de renforcer non seulement les capacités d'adaptation aux changements climatiques de nos populations mais aussi et surtout leurs résiliences face aux catastrophes de plus en plus récurrentes. Au Togo par rapport aux inondations qui ont été enregistrées en 2007, 2008, 2009, 2010, d'énormes conséquences ont été recensées sur le terrain.

Aujourd'hui la réduction des risques de catastrophes relève de la responsabilité de tous les acteurs. C'est ainsi qu'un avant projet de loi portant protection et amélioration des conditions de

vie des personnes âgées au Togo, conformément aux recommandations du plan d'action international de Madrid sur le vieillissement de 2002. Ce projet a consacré des dispositions particulières aux personnes âgées en cas de cata-

strophe. Notons que ces innovations répondent aux préoccupations actuelles du gouvernement qui fait de la réduction des risques de catastrophes, l'une des priorités nationales. Le ministre de l'environnement et des ressources forestières a pour sa part invité tous les acteurs à se sentir concernés par le thème de cette année car il est temps de prendre conscience que les personnes âgées constituent une très grande richesse. Et qu'elles ne doivent plus être considérées comme l'une des catégories d'acteurs les plus vulnérables mais aussi et surtout des acteurs avec qui les questions de réduction et de prévention des risques et catastrophes devront être abordées.

Coopération Togo-Japon

1500 tonnes de riz réceptionnées par le ministère de l'agriculture

Dans le cadre de la coopération entre notre pays et le Japon, le gouvernement depuis 2008 continue de recevoir une assistance alimentaire (Kennedy Round) sous forme de don, composé de blé et de riz blanc. Pour cette année encore il a eu à bénéficier une assistance alimentaire dénommée Projet Kennedy Round(KR) 2014. Ce projet a permis de réceptionner au cours de la première phase une quantité totale de 10481,5 tonnes métriques de blé d'origine Française et une autre quantité importante de 1538,55 tonnes métriques de riz d'origine Vietnamienne.

C'est un don qui renforcera la fourniture de denrées alimentaires au niveau des couches vulnérables. Ces riz blancs et blés réceptionnés, seront injectés sur le marché national dans le but de reconstituer un fonds de contrepartie qui pourra être utilisé plus tard pour financer des projets d'ordre social, agricole ou économique.

Pour le Col Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'agriculture, ce geste de l'Etat japonais n'est pas la première visant à assister le Togo dans les solutions à apporter pour maîtriser les problèmes ali-



La cargason de riz

Les efforts de lutte contre l'insécurité alimentaire se sont intensifiés au Togo avec la Stratégie de relance de la production agricole (SRPA) initiée en 2009 et relayée par le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) en 2011. Ces efforts se sont manifestés dans la réduction à moitié de la prévalence en sous-alimentation, soit de 32,6% à 16,2%, ce qui a valu au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé la distinction et la reconnaissance de la FAO en juin 2013 à Rome en Italie. Toujours dans cette perspective un important don d'une valeur de 450 millions de Yen Japonais soit environ 2milliards 192 millions de franc CFA, vient soutenir une fois encore l'économie nationale tout en garantissant la sécurité alimentaire qui est déjà mise en place par les autorités au niveau natio-

mentaires : " Ce don est prévu pour générer des ressources qui vont servir de mettre en œuvre un certain nombre de projets sur le territoire notamment dans les domaines de construction des centres de santé, des écoles, pour soutenir les populations qui ont connu des inondations ", a clarifié le Col. Ouro-Koura Agadazi.

Avec la limitation des déplacements qui se font remarquer ces derniers moments au niveau des frontières de l'espace CEDEAO suite à la maladie à virus Ebola, et qui ferait que l'on puisse vivre une éventuelle pénurie, le Togo pour sa part s'est suffisamment préparé puisqu'en dehors des stocks de sécurité qui viennent d'être réceptionnés par le gouvernement, d'autres stocks de vivres étaient déjà mobilisés grâce au PNIASA qui a été lancé il y a de cela trois ans au niveau national.

Construction d'infrastructures routières pour le développement

Les pays de la zone UEMOA optent pour une ouverture dans la compétence

Suite de la page 4

l'œil sur les dérapages ou sur les moindres négligences. Ce qui fait que partout sur le territoire, chaque entreprise ayant gagné un marché s'efforce à être dans la performance dans le respect des normes standards.

En cela, toutes les entreprises, nationales comme étrangères qui opèrent au Togo ne déméritent pas et c'est fort du sérieux et du travail bien fait dont elles font

preuve qu'elles se retrouvent un peu partout dans la zone UEMOA et même dans d'autres pays d'Afrique. CECO qui fait la fierté de toute la jeunesse aujourd'hui, se retrouve un peu partout en Afrique. Angola, Côte d'Ivoire et surtout au Togo où ses prestations épatent. GER est aussi maître dans l'art de beaucoup de choses et a d'importants chantiers au Togo comme au Bénin avec d'é-

normes chances d'ouverture dans d'autres pays. EBOMAF qui n'est pas du reste est aussi bien présent au Bénin, au Burkina, en Guinée Conakry ainsi qu'au Togo.

La compétence n'a pas de prix, ni de frontière et toutes les entreprises qui ont le matos et qui s'exercent bien, auront davantage d'ouverture dans presque tous les pays.

Tchagnao

Pour accroître son trafic

Le Togo dote son port d'un troisième quai

Lancés le 04 mars 2011, les travaux de construction du 3ème quai et des portiques du terminal à conteneurs au Port Autonome de Lomé dont la finalité est d'attirer plus de flux commerciaux et de faciliter l'émergence économique du Togo de même que celle des pays de l'hinterland ont pris fin. Ces deux joyaux ont été officiellement inaugurés le mardi 14 octobre dernier par le Chef de l'Etat son excellence Faure Essozimna Gnassingbé, en présence de ses homologues du Bénin, Thomas Yayi Boni et du Niger, Mahamadou Issifou, du chef du gouvernement togolais et de plusieurs hautes personnalités civiles, religieuses et administratives.



Le premier déchargement de conteneurs sur le 3ème quai...



...sous le regard admiratif de trois chefs d'Etat présents à cette cérémonie.

Considéré comme la locomotive de la croissance économique du Togo, le port autonome de Lomé est l'un des axes stratégiques des politiques de développement du pays. Pour assurer son épanouissement et répondre aux exigences de la demande, les autorités Togolaises ont concédé en 2010 l'exclusivité de l'exploitation du terminal à conteneurs à "Togo terminal", filiale du groupe Bolloré. Un choix guidé par les engagements pris par ce groupe vis-à-vis du gouvernement Togolais et surtout par son expertise inégalée dans la gestion des terminaux à conteneurs. Fort de sa position de leader sur le continent Africain, Bolloré Africa Logistics entend ainsi accompagner le développement du Togo et permettre le désenclavement des pays de l'hinterland notamment le Burkina-Faso, le Niger et le Mali.

Ce nouveau quai qui est long de 450 mètres avec une profondeur de 15 mètres et dont le coût est évalué à environ 300 milliards de francs CFA, constitue un joyau qui offre au port autonome de Lomé une nouvelle notoriété d'accueillir désormais des navires de nouvelles générations. Le nouveau terminal peut accueillir simultanément

quatre navires de moyenne taille ou deux de moyenne et un de très grande taille. "La construction de ce quai fait du Togo une véritable plateforme de réception des navires de grande taille avec plus de conteneurs. Ce dispositif permettra entre autres de développer le commerce extérieur du pays et ceux des pays voisins", a déclaré Vincent Bolloré, Président Directeur Général du groupe Bolloré, lors de la cérémonie.

Dans son discours d'ouverture, le premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu, a pour sa part relevé l'importance de ce 3ème quai, qui constitue à ses yeux, un outil de repositionnement économique du Togo et un cadre de création des conditions optimales de développement du pays. "Le port Autonome de Lomé devient un outil d'intégration sous régionale, un levier de l'économie pour les pays de la sous-région, et marque la détermination du Togo à se mettre au service du développement", a-t-il appuyé. Il n'a pas manqué de saluer la présence des deux chefs d'Etat à savoir celui du Bénin et du Niger et a souligné que c'est ce qui traduit l'intérêt particulier que ces pays portent à ce 3ème quai, qui viendra améliorer la capacité de transbordement des navires au

Togo. Grâce à sa profondeur, ce nouveau quai va promouvoir ainsi les relations économiques entre les pays de l'hinterland tout en se donnant la possibilité d'accueillir des navires de nouvelle génération pouvant transporter au moins 7000 conteneurs de 20 pieds. Notons qu'avec cette nouvelle modernisation, le Togo s'est réso-

lument positionné comme une destination de choix pour les grands armateurs internationaux.

Désormais les portes de Lomé resteront ouvertes aux navires à conteneurs de troisième génération.

En ce qui concerne l'extension du terminal à conteneurs, les travaux de construction de terre-pleins devant porter l'espace de

stockage à 38 hectares sont en cours. Ces travaux qui prendront fin en 2015 vont de nouveau tripler les capacités de stockage du terminal.

Enfin Togo terminal prévoit également l'installation à terme, de 24 portiques de parcs, ceci dans le but d'optimiser l'exploitation de l'espace.

ELOM

Journée internationale de la fille

Le gouvernement s'engage pour un Togo sans violence

Débutée le 11 octobre 2014, la journée internationale de la jeune fille a connu son apothéose le jeudi 23 octobre dernier au palais des congrès de Lomé. Placée sous le thème "Renforcer les capacités des filles, briser le cycle de la violence", la cérémonie a été présidée par Mme Dédé Ahoéfa EKOUE, ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation en présence d'éminentes autorités administratives, politiques, religieuses et d'une assistance importante.

Selon l'étude réalisée par le ministère de la promotion de la femme sur les violences basées sur le genre en 2010 au Togo, il ressort que la prévalence des violen-



sanctions et apporter une réponse judiciaire aux cas de violences, le risque est grand de voir diminuer

ces dans les ménages à l'encontre des jeunes filles dont la tranche d'âge est comprise entre 9 et 18 ans est de 62,5% pour les violences physiques, 91,9%, pour les violences psycho-morales, 5,5% pour les violences sexuelles, 25% pour celles économiques, et 22,5% pour les violences de discriminations.

Conscient de ce défi, auquel s'attache la vision du Chef de l'Etat son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation en partenariat avec UNPA, UNICEF, Plan-Togo, et les ONG comme GF2D et FAWE ont tenu à mettre un accent tout particulier sur la lutte contre ses violences atroces que subissent les jeunes filles.

En effet divers cas de violences et un nombre important de dénonciations ont été constatés mais ces cas restent en-deçà du nombre de cas réels. De plus les sanctions judiciaires restent également en-deçà du nombre de dénonciations. Si rien n'est fait pour accroître les

les dénonciations par effet de découragement des bonnes volontés. D'où l'idée de la mise en œuvre d'un fond qui permettra de mieux accompagner quelques cas de filles afin qu'elles obtiennent justice et c'est ce qui démontrera que la justice Togolaise agit dans le sens de la protection des victimes.

Pour Dédé Ahoéfa EKOUE c'est l'occasion d'inviter tous les acteurs à s'engager résolument dans la lutte contre les violences faites aux filles en encourageant toute fois les dénonciations et les sanctions des auteurs. Ainsi ils pourront ensemble bâtir un Togo à zéro violence faite aux filles a-t-elle ajoutée. Soulignons qu'au cours de cette cérémonie, 5 lauréats qui ont eu à concourir sur la promotion de l'excellence académique, le leadership de la jeune fille et la lutte contre les violences faites aux filles et aux femmes, ont été primé par une enveloppe de 2 millions de francs CFA.

Elom



Togotelecom

COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'A PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOE ET KARA RESTENT OUVERTS A LA CLIENTELE DE 12H A 14H 30MN DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H A 13H LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GENERALE

TOGO CELLULAIRE

Un _____
**NOUVEAU
NUMERO**
pour plus d'abonnés



92 XX XX XX
91 XX XX XX
90 XX XX XX